



DESCRIPTION ET CARACTERISTIQUES DU COURS

Module et intitulé du cours : Module 17 - Pratique du droit de la construction

Professeur : François Bellanger

Durée de l'enseignement : 14 heures / 2 crédits ECTS

Présentation du cours :

L'objectif est d'aborder ce domaine sur un plan pratique en complément des cours de droit de l'aménagement du territoire et du droit des constructions et du logement. Le cours est fondé sur l'étude de cas pratiques issus de dossiers réels. Il s'agit également d'acquérir une méthode de raisonnement et d'analyse pour faciliter l'approche d'un dossier concret afin de discerner rapidement tous les problèmes à traiter, leur importance et leur degré d'urgence.

Le cours aborde les thèmes suivants : les plans d'affectation généraux et spéciaux, la relation entre un PLQ et une autorisation de construire, les autorisations de construire en zones 1 à 4 ou en zone 5, les constructions en zone agricole ou encore l'usage de la zone industrielle.

Buts du cours et objectifs :

L'objectif du cours est de donner aux étudiants une approche pratique, au travers de l'examen de dossiers réels et d'arrêts.

Résultats d'enseignement attendus :

Mise en pratique des connaissances acquises à l'Université en relation avec des projets concrets.

Cours pré-requis :

Cours de droit de l'aménagement du territoire
Droit du logement et des constructions.

Forme de l'examen :

Oral

Plan de cours :

- 7 à 8 cas pratiques abordant successivement les domaines du cours. Un cas peut être traité sur une ou deux séances.

Bibliographie :

ASPAN, « Aménagement du territoire et protection de l'environnement : la jurisprudence du Tribunal fédéral répertoriée en 2005 », in Territoire & environnement 2006, pp. 9.

AYER A./REVAZ B., Droit suisse de l'environnement : code annoté, 4ème éd., Genève 2011.

BAUMANN A./ VAN DEN BERGH R./ GOSSWEILER M./ HÄUPTLI C./ HÄUPTLISCHWALLER E./ SOMMERHALDER FORESTIER V. (éd.), Kommentar zum Baugesetz des Kantons Aargau, Berne 2013.

BELLANGER F., « Les droits à bâtir : une notion virtuelle pour une valeur

réelle », in GOOD A./ PLATIPODIS B. (éd), Direkte Demokratie : Herausforderungen zwischen Politik und Recht, Festschrift für Andreas Auer zum 65. Geburtstag, Berne 2013, p. 287-307.

BELLANGER F., « Déclassement et autres mesures de planification dans le canton de Genève », in FOËX B. (éd.), Planification territoriale, Droit fédéral et spécificités cantonales, Genève 2013, p. 85-111.

BELLANGER F., « La déclaration d'utilité publique », in TANQUEREL T./ BELLANGER F. (éd.), La maîtrise publique du sol : expropriation formelle et matérielle, préemption, contrôle du prix, Genève/Zurich/Bâle 2009, pp. 61.

BELLANGER F., « Le contenu des plans d'urbanisme et d'aménagement dans les pays d'Europe de l'Ouest : Suisse », in Le contenu des plans d'urbanisme et d'aménagement dans les pays d'Europe de l'Ouest, Paris 2006, pp. 329.

BELLANGER F./DEFAGO GAUDIN V./MONTINI M., « La loi sur la protection de l'environnement – Jurisprudence de 1995 à 1999 », in DEP, Numéro spécial, 2001.

BERNER, M., Luzerner Planungs- und Baurecht, Berne 2012.

BERNER M., Die Baubewilligung und das Baubewilligungsverfahren : Unter besonderer Berücksichtigung des luzernischen Rechts, Zurich 2009.

BIANCHI F., « Rapports entre droit public et droit privé en matière de protection de l'air », in RDAF 2000, pp. 123.

BICHSEL M./MUFF W., Caractère économiquement supportable et proportionnalité des mesures de protection contre le bruit : optimisation de la pesée des intérêts, publ. par l'Office fédéral de l'environnement, Berne 2006.

BINDER A./VETTER M., « Freizeichnung von Gewährleistungsansprüchen beim Grundstückkauf unter besonderer Berücksichtigung öffentlich-rechtlicher Normen », in PJA 2007, p. 687.

BONOMI D. & al., Seuils quantitatifs selon l'Ordonnance sur les accidents majeurs (OPAM): liste des substances et préparations, publ. par l'Office fédéral de l'environnement, Berne 2006.

BOVAY B., « Unification ou harmonisation du droit de l'aménagement du territoire et des constructions ? », in RDS 2008 II, pp. 5.

BOVAY B., « Assainissement et mesures d'allégement en matière de protection contre le bruit : le problème des voies ferroviaires », in DEP 1996, pp. 308.

BOVAY B., « Autorisation de construire et droit de l'environnement », in RDAF 1995, pp. 93.

BOVAY B., KILANI F., Le contrôle incident des plans d'affectation lors de la procédure de permis de construire, in RDAF 2016 I, pp. 32 ss.

BOVEY G., « L'expropriation : un état des lieux », in Journées suisses du droit de la construction, Fribourg 2005, pp. 151.

BRANDT E., « L'étude d'impact - Bilan et perspectives, la décision de synthèse et son appréciation », in DEP 1995, pp. 597.

BRUNNER N., « Abschied vom privatrechtlichen Baueinspracheverfahren? », in Zeitschrift für Gesetzgebung und Rechtsprechung in Graubünden, 25/2006, no 1, pp. 3.

7

BUCKLAR D., « Umwandlung und Schliessung von römisch-katholischen Klöstern und Ordensgebäuden : drei Beispiele aus der Schweiz », in PAHUD DE MORTANGES R., ZUFFEREY J.-B. (éd.), Le patrimoine religieux face à l'immobilier et la construction, Zurich 2007, pp. 33.

BÜHLMANN L., « Peut-on empiéter sur du terrain non constructible pour équiper une zone à bâtir? », in Inforum / VLP-ASPAN, 2007, no 1, pp. 3.

CARRON B./REETZ P., « Le nouveau CPC en droit de la construction : quelques forages juridiques » in Journées suisses du droit de la construction, Fribourg 2011. pp. 83.

Centre d'Etude, de Technique et d'Evaluation législatives, Faculté de Droit de l'Université de Genève, La pratique de la coordination des décisions complexes en matière de protection de l'environnement et d'aménagement du territoire , Genève 1998.

DEFAGO GAUDIN V., GRODECKI S., « La jurisprudence genevoise en matière

d'aménagement du territoire et de droit public des constructions rendue en 2015 », in RDAF 2016 I, pp. 1 ss.

DEFAGO GAUDIN V., GRODECKI S., « La jurisprudence genevoise en matière d'aménagement du territoire et de droit public des constructions rendue en 2014 », in RDAF 2015 I, pp. 1 ss.

DEFAGO GAUDIN V. /GRODECKI S., « La jurisprudence genevoise en matière d'aménagement du territoire et de droit public des constructions rendue en 2013 », in RDAF 2014 I, pp. 1 ss.

DEFAGO GAUDIN V. /GRODECKI S., « La jurisprudence genevoise en matière d'aménagement du territoire et de droit public des constructions rendue en 2012 », in RDAF 2013 I, pp. 23 ss.

DEFAGO GAUDIN V./GRODECKI S., « La jurisprudence genevoise en matière d'aménagement du territoire et de droit public des constructions rendue en 2011 », in RDAF 2012 I, pp. 36 ss.

DEPARTEMENT FEDERAL DES TRANSPORTS, DES COMMUNICATIONS ET DE L'ENERGIE (DFTCE) en collab. avec le DFI et le DFF, Examen des normes et des standards dans le domaine des routes nationales : rapport de commission, Berne, 1996.

DETTWILER J./CLEMENS J.-P./CHASSOT G., Fumure et environnement : commentaire du droit fédéral axé sur la pratique, publ. par l'Office fédéral de l'environnement, Berne 2006.

ESSEIVA D., « ORNI et téléphonie mobile : la jurisprudence s'est multipliée », in Journées suisses du droit de la construction, Fribourg 2007, pp. 103.

FAVEZ S., « La dérogation en zone à bâtir et ses alternatives », in RDAF 2012 I p. 1 ss.

FAVRE A.-C., La protection contre le bruit dans la loi sur la protection de l'environnement : le système - les particularités liées à l'aménagement du territoire, Zurich 2002.

FAVRE A.-C., « Le bruit des établissements publics », in RDAF 2000, pp. 1.

FAVRE A.-C., « Restrictions en matière de construction et d'affectation résultant de la législation sur l'environnement : la protection contre le bruit », in DEP 1998, pp. 287.

FAVRE D., « Droit de la rénovation et force dérogatoire du droit fédéral », in RDAF 2002 I, pp. 1.

FOURNIER J., « L'aménagement du territoire en Valais : l'après 11 mars 2012 », in FOËX B. (éd.), Planification territoriale, Droit fédéral et spécificités cantonales, Genève 2013, p. 145-165.

FRITZSCHE C./BÖSCH P., Zürcher Planungs- und Baurecht, 4ème éd., Zurich 2006.

GAIDE E./DEFAGO GAUDIN V., La LDTR : démolition, transformation, rénovation, changement d'affectation et aliénation : immeubles de logements et appartements : loi genevoise et panorama des autres lois cantonales, Berne 2014.

8

GEBHARDT D./MEYER C./NERTZ C./PIOLINO M, Die Baubewilligung im Kanton Basel-Stadt, Bâle 2014.

GRIFFEL A., Raumplanungs- und Baurecht, Zurich 2012.

GRIFFEL A., Raumplanungs-, Bau- und Umweltrecht : Entwicklungen 2011, Berne 2012.

GRIFFEL A., Raumplanungs-, Bau- und Umweltrecht, Entwicklungen 2010, Berne 2011.

GRIFFEL A., « Entwicklungen im Raumplanungs-, Bau- und Umweltrecht = Le point sur le droit de l'aménagement du territoire, de la construction et de l'environnement », in RSJ 107 (2011), pp. 464.

GRIFFEL A., « Auswirkungen der neuen Bundesrechtspflege, insbesondere auf den Rechtsschutz im Raumplanungs-, Bau- und Umweltrecht », in DEP 2006, pp. 822.

GRIFFEL A., « Entwicklungen im Raumplanungs-, Bau- und Umweltrecht = Le point sur le droit de l'aménagement du territoire, de la construction et de

l'environnement », in RSJ 102 (2006), pp. 458.

GRODECKI S., « Jurisprudence en matière d'aménagement du territoire et du droit public des constructions rendue par le Tribunal administratif genevois en 2008 », in RDAF 2009 I, pp. 105.

GRODECKI S./DEFAGO GAUDIN V., « La jurisprudence genevoise en matière d'aménagement du territoire et de droit public des constructions rendue en 2010 », in RDAF 2011 I, pp. 1.

GUY-ECABERT C., « Zoom, grand angle et mise au point sur les plans territoriaux », in FOËX B. (éd.), Planification territoriale, Droit fédéral et spécificités cantonales, Genève 2013, p. 23-45.

HAAG H., « Mesures d'aménagement du territoire et finances communales », in Inforum / VLP-ASPAN 2007, no 6, p. 3.

HAAG H., « Construction de résidences secondaires : des solutions sur mesure », in Territoire & environnement 2006, p. 1.

HANGARTNER M., Evaluation des odeurs et des nuisances olfactives: rapport d'experts de l'Institut d'hygiène et de physiologie du travail de l'EPFZ sur mandat de l'Office fédéral de l'environnement, des forêts et du paysage, publ. par OFEFP, Berne 1989 (Cahier de l'environnement ; no 115. Air).

HÄNNI P., « Der Abbruch von Bauten und Anlagen », in BR/DC 2006, pp. 152.

HÄNNI P., « Enteignung und Entschädigung : Entwicklungen und neue Fragen », in Journées suisses du droit de la construction, Fribourg 2005, pp. 115.

HÄNNI P., Planungs-, Bau- und besonderes Umweltschutzrecht , 6e éd., Berne 2016.

HÄNNI P./ STÖCKLI A., « Bundeszivilrecht und kantonales öffentliches Recht : Wandel in der bundesgerichtlichen Rechtsprechung : dargestellt am Beispiel des Nachbarrechts und des Mietrechts », in RUMO-JUNGO A./ PICHONNAZ P./ HÜRLIMANN-KAUP B./ FOUNTOLAKIS C. (éd.), Une empreinte sur le Code Civil, Mélanges en l'honneur de Paul-Henri Steinauer, Berne 2013, pp. 23 ss.

HERTZ J., « Vollzug der USG-Revision im Bereich Schiessanlagen », in DEP 2007, pp. 603.

HERZOG T., « Wer zahlt gelenkten Lärmschutz ? », in RSJ 103 (2007), pp. 217.

HOTTELIER M., « Les droits octroyés par la Constitution fédérale et par la CEDH en matière de planification territoriale », in FOËX B. (éd.), Planification territoriale, Droit fédéral et spécificités cantonales, Genève 2013, p. 47-84.

HOTTELIER M., « Protection contre le bruit, permis de construire dans un secteur urbain exposé au bruit routier (art. 22 et 25 LPE, art. 9 OPB, art. 19 al. 1 LAT) », in AJP/PJA 2003, pp. 1084.

9

HOTTELIER M., FOËX B (éd.), La propriété immobilière face aux défis énergétiques, Du statut juridique de l'énergie au contrôle des loyers , Genève, Zurich, Bâle, à paraître en 2016.

IVANOV D., Die Harmonisierung des Baupolizeirechts unter Einbezug der übrigen Baugesetzgebung, Zurich/Bâle/Genève 2006.

JÄGER C., « Les bâtiments de culte en droit des constructions et de l'aménagement du territoire », in Territoire & environnement 2007, no 3, pp. 2.

JÄGER C., « Dangers naturels : le propriétaire n'est que rarement indemnisé », in Inforum / VLP-ASPAN 2007, no 5, pp. 12.

JÄGER C., « Aménagement et efficacité énergétique : contribuer à récupérer la chaleur résiduelle, utiliser des énergies renouvelables et appliquer le standard Minergie », in Territoire & environnement 2006, pp. 17.

JÄGER C., « Que faut-il pour qu'une autorisation de construire soit délivrée rapidement? : possibilités et limites de l'accélération des procédures », in Territoire & environnement 2005, pp. 49.

JÄGER C., « Droit de recours des organisations et EIE », in Inforum / VLPASPAN 2007, no 4, pp. 6.

JEANNERAT E., « Les exploitants de terrasses en bisbille avec le voisinage », in Inforum / VLP-ASPAN 2007, no 3, pp. 7.

JETZER R.P./GROSJEAN S., Schweizerisches Umweltschutzrecht - Eine

Übersicht, Zurich 2000.

KAPPELER R., « Welche Regelungen braucht es zur Förderung der verdichteten Bauweise? », in AJP 2012 p. 457 ss.

KAPPELER R., « Zum Erfordernis der Gesamtbetrachtung bei der materiellen Enteignung », in BR/DC 2006, pp. 180.

KELLER P., L'EIE lors de la modification d'installations soumises à l'EIE : avis de droit à l'attention de l'Office fédéral de l'environnement et de l'Office de la coordination environnementale et de l'énergie du canton de Berne, Berne : OFEV et OCEE, 2007.

KELLER P.-M./ZUFFEREY J.-B./FAHRLÄNDER K.-L. (éd.), Commentaire LPN, Zurich 1997.

KLEIN U., « Europäisches Bodenschutzrecht : auf dem Weg zu einer Bodenschutzrahmenrichtlinie », in EurUP 5 (2007), 1, pp. 2.

KÖLZ M., « La Loi fédérale sur la protection de l'environnement : jurisprudence de 2000 à 2005 », in DEP 2007, pp. 247.

KÖLZ A./MULLER H.-U., Kommentar zum Umweltschutzgesetz, 3 vol., 2ème éd., Zurich 1997.

KRAUSKOPF F., « Die Kündigung von Bauverträgen und die Folgen », in Journées suisses du droit de la construction, Fribourg 2007, pp. 29.

KUONEN N., « Les relations entre les intervenants dans la construction », in Journées suisses du droit de la construction, Fribourg 2011, pp. 1.

KURER M./QUINTO C./MAFFIOLETTI W. (éd.), Handbuch zum Bauwesen, Zurich 2012.

LAGGER S., « VASA-Revisionsbedarf », in DEP 2007, pp. 589.

LARGEY T., « La protection du patrimoine bâti », in RDAF 2012 I p. 281 ss.

LEHMANN L., « Folgen der Revision des Altlastenrechts für Bauherren, Behörden und Berater », in DEP 2007, pp. 647.

LEHMANN L., « Klarheit durch neues Altlastenrecht? : zur Revision von Art. 32ce USG » in PBG aktuell 4/2006, pp. 5.

LINIGER H.U., « Altlasten und kein Ende ? : die Revision des Umweltschutzgesetzes und deren Bedeutung für die Praxis », in GesKR 2007, pp. 273.

10

LORETAN T./VALLENDER K./MORELL R./ZUFFEREY J.-B./AYER A., « La loi sur la protection de l'environnement : jurisprudence de 1990 à 1994 », in DEP 1996, Numéro spécial.

LUSTENBERGER E., « Baueinsprache als Erpressung: zivilrechtliche Aspekte eines Strafurteils : Urteil des Bundesgerichts vom 12. Juni 2006 (6S.8/2006 und 6P.5/2006, nicht publiziert in der Amtlichen Sammlung) », in BR/DC 2006 pp. 159.

LUSTENBERGER E., Die Verzichtvereinbarung im öffentlichen Bauverfahren, Zurich 2008.

MARTENET V., « Un droit fondamental à un air sain? », in DEP 2007, p. 922, Numéro thématique: Smog – situation juridique et mesures.

MARTI A., « Die Bauaussteckung : bewährte Rechtsschutzzeigenheit des Schweizer Bau- und Planungsrechts », In RÜSSLI M./HÄNNI J./HÄGGI FURRER R., Staats- und Verwaltungsrecht auf vier Ebenen : Festschrift für Tobias Jaag, Zurich 2012, p. 219-231.

MARTI A., « Bau- und Planungsrecht in der Schweiz : Vereinheitlichung, Harmonisierung oder Status quo ? », in RDS 2008 II, p. 119.

MAUNOIR A., « La LDTR genevoise : les principes et quelques applications », in RDAF 2002 I, pp. 1.

MAUNOIR A., « La nouvelle LDTR au regard de la jurisprudence », in RDAF 1996, pp. 307.

METTLER C., « Neues Recht für alte Lasten? : zum zeitlichen Anwendungsbereich des revidierten USG », in DEP 2007, pp. 580.

MEYER J., « L'équipement : un obstacle à la construction? », in Journées suisses du droit de la construction, Fribourg 2007, pp. 81.

MEYER J., « La protection du voisin contre les nuisances : choisir entre la voie

civile et la voie administrative », in DEP 2001, pp. 411.

MICHEL N., Droit public de la construction : aménagement du territoire, protection de l'environnement, police des constructions, expropriation, marchés publics : cadre législatif et jurisprudence, Fribourg 1996.

MOOR P./FAVRE A.-C./ FLUCKIGER A., Loi sur la protection de l'environnement (LPE), Berne 2010.

MORAND C.-A. (éd.), La pesée globale des intérêts - Droit de l'environnement et aménagement du territoire, Bâle 1996.

MOROSANI R., « Die Umsetzung von Interventions-Massnahmen bei massiver Luftbelastung insbesondere durch Feinstaub bei austauscharmen Inversionslagern (SMOG) im Kanton Zürich », in DEP 2006, pp. 926.

OFFICE FEDERAL DE L'ENVIRONNEMENT, Directive sur le bruit des chantiers : directive sur les mesures de construction et d'exploitation destinées à limiter le bruit des chantiers selon l'article 6 de l'Ordonnance sur la protection contre le bruit du 15 décembre 1987, version actualisée du 24 mars 2006, Berne 2006.

OFFICE FEDERAL DE L'ENVIRONNEMENT, NABEL – La pollution de l'air 2006, Berne 2007.

OFFICE FEDERAL DE L'ENVIRONNEMENT, L'électrosmog dans l'environnement , Berne 2005.

PERREGAUX DU PASQUIER C., « Atout et limite du contrat de droit administratif », in Inforum / VLP-ASPAN 2007, no 3, pp. 8.

PETITPIERRE-SAUVAIN A., « La responsabilité du pollueur: révision de la LPE et droit souhaitable », in SJ 1996, pp. 17.

PICHONNAZ P/WERRO F., « La jurisprudence récente en droit privé », in Journées suisses du droit de la construction, Fribourg 2011, pp. 197.

POLTIER E., « La place du contrat dans le droit public des constructions », in Journées suisses du droit de la construction, Fribourg 2011, pp. 129.

11

RAMUZ P., « Quelques questions sensibles liées à l'application du droit fribourgeois sur l'aménagement du territoire et les constructions » RFJ 2012 p. 97 ss.

RIEDER S./LIENHARD A./KAUFMANN P., Gebäudeausweis in der Schweiz : mögliche Vollzugsmodelle, Berne : Office fédéral de l'énergie, 2006.

ROMY I., « Le recours de droit administratif des particuliers et des organisations en matière de protection de l'environnement », in DEP 2001, pp. 248.

ROMY I., Mise en oeuvre de la protection de l'environnement : des citizen suits aux solutions suisses, Fribourg 1997.

SCHGUANIN G./ZIEGLER T./GROLIMUND H., Manuel du bruit routier : aide à l'exécution pour l'assainissement , Berne : Office fédéral de l'environnement, OFEV, Office fédéral des routes, OFROU, 2006.

SCHERRER K., « Informationen aus dem Bundesgericht », in PBG aktuell 4/2006, pp. 26.

SCHERRER K., « Kostentragung nach Art. 32d USG », in DEP 2007, pp. 562.

SEIDEL W. S./WALDMANN B., « Sakralbauten im Lichte der Grundrechtsbindung und Grundrechtsverwirklichung », in PAHUD DE MORTANGES R./ZUFFEREY J.-B. (éd.), Le patrimoine religieux face à l'immobilier et la construction, Zurich 2007, pp. 71.

SEILER H./SPRECHER J., « Bau-, Planungs- und Umweltrecht », in Einführung in die Rechtspraxis, Zürich 2007, pp. 165.

SPORI N., « Antennes de téléphonie mobile : esquisses de solutions », in : Inforum / VLP-ASPAN 2007, no 6, pp. 11.

SPORI N., « Lexique des constructions hors de la zone à bâtir : édition septembre 2007 », in Territoire & environnement 2007, no 5, pp. 2.

SPORI N., « La protection juridique en aménagement du territoire : la nouvelle organisation judiciaire fédérale et ses incidences sur l'aménagement du territoire », in Territoire & environnement 2007, no 1, pp. 2.

SPORI N./BÜHLMANN L., « Qui paie pour la protection contre le bruit? », in Inforum/ VLP-ASPAN 2007, no 1, pp. 8.

STÖCKLI H., « Baurisiken und ihre Verteilung », in Journées suisses du droit de

la construction, Fribourg 2007, pp. 1.

STALDER B., « Raumplanungs- und umweltrechtliche Rahmenbedingungen bei der Ein- und Umzonung von Industrie- und Gewerbearealen », in *Umweltrecht in der Praxis* 2013, pp. 279 ss.

STÖRI F., « Probleme bei Bewilligungen : aus der Sicht der Baubehörde », in *PBG aktuell* 2007, pp. 5.

SUBILIA-ROUGE L., « Pollution atmosphérique et construction », in *RDAF* 1999 I, 1.

TANQUEREL T., « Le droit de préemption légal des collectivités publiques », in TANQUEREL T./BELLANGER F. (éd.), *La maîtrise publique du sol : expropriation formelle et matérielle, préemption, contrôle du prix*, Genève/Zurich/Bâle 2009, pp. 147.

TANQUEREL T., « Le contenu des plans d'orientation : rapport de synthèse », in *Le contenu des plans d'urbanisme et d'aménagement dans les pays d'Europe de l'Ouest*, Paris 2006, pp. 37.

TANQUEREL T., « Les opposants à la construction », in *Journées suisses du droit de la construction*, Fribourg 2005, pp. 183.

TANQUEREL T., *Les voies de droit des organisations écologistes en Suisse et aux Etats-Unis*, Bâle 1996.

THALER D., « Anmerkungen zum Urteil des Verwaltungsgerichts des Kantons Aargau vom 23. Mai 2006 », in *Causa Sport* 2007, pp. 213.

12

THALMANN P./FAVARGER P., *Les secrets de l'expertise immobilière prix et valeurs*, Lausanne 2011.

TRÜEB H. R., « Die so genannte Bauherrenaltlast », in *DEP* 2007, pp. 616.

ULVSBÄCK N. A., « Les antennes de téléphonie mobile et les droits de l'homme: décision sur recevabilité de la Cour européenne des droits l'homme du 17 janvier 2006 (requête no 42756/02) », in *BR/DC* 2006, pp. 164.

VALLAT P., « Harmonisation de la terminologie du droit de la construction », in *SJ* 2008 II, p. 39.

WALKER U., « Die NISV und ihre Ausstrahlung », in *Journées suisses du droit de la construction*, Fribourg 2007, pp. 107.

WITTWER B., *Bewilligung von Mobilfunkanlagen*, 2ème éd., Zurich 2008.

WOLF R., « Auswirkungen des Lärmschutzrechts auf Nutzungsplanung und Baubewilligung », in *PJA* 1999, pp. 1055.

ZÄCH C., « Bruit des manifestations en plein air », in *Inforum / VLP-ASPAN* 2007, no 3, pp. 3.

ZAUGG A./LUDWIG P., *Baugesetz des Kantons Bern vom 9. Juni 1985 : Kommentar*, 4e éd., Berne 2013.

ZEN-RUFFINEN P./GUY-ECABERT Ch., *Aménagement du territoire, construction, expropriation*, Berne 2001.

ZIMMERMANN R., « Le Tribunal fédéral et l'autorisation préalable de construire », in *RDAF* 1996, pp. 281.

ZUFFEREY J.-B. et al., « La jurisprudence à incidence spatiale des tribunaux fédéraux en 2014 », in *JdT* 2015 I, pp. 295 ss.

ZUFFEREY J.-B., « Taux minimum de logements sociaux, plan localisé de quartier et légalité », in *DC* 2012 p. 10 ss.

ZUFFEREY J.-B., « La jurisprudence récente en droit public », in *Journées suisses du droit de la construction*, Fribourg 2011, pp. 265.

ZUFFEREY J.-B., « Le chantier: ses nuisances, ses risques et ses déchets : droit public et/ou/contre droit privé : contribution à l'élaboration d'un système juridique, à l'aune des trépidations », in *Journées suisses du droit de la construction*, Fribourg 2011, pp. 21.

ZUFFEREY J.-B. et al., « La jurisprudence à incidence spatiale du Tribunal fédéral en 2007 », in *JdT* 2008 I, pp. 602.

ZUFFEREY J.-B. « "Mise aux normes" des édifices religieux », in PAHUD DE MORTANGES R./ZUFFEREY J.-B. (éd.), *Le patrimoine religieux face à l'immobilier et la construction*, Zurich 2007, pp. 141.

ZUFFEREY J.-B., « Cadastre national des restrictions de droit public à la

propriété foncière, loi fédérale sur la géoinformation et valeur juridique des documents graphiques », in BR/DC 2007, no 1, pp. 4.

ZUFFEREY J.-B., « La jurisprudence récente et les grandes nouveautés - en droit public », in Journées suisses du droit de la construction, Fribourg 2007, pp. 407.

ZUFFEREY J.-B., « La jurisprudence récente et les grandes nouveautés : en droit public », in Journées suisses du droit de la construction, Fribourg 2005, pp. 299.

ZUFFEREY J.-B., « L'étude d'impact - Bilan et perspectives, état de la jurisprudence et de la doctrine », in DEP 1995, pp. 537.

ZUFFEREY J.-B./ BRAHIER J.-M., « Les centres cantonaux pour requérants d'asile face au droit de la construction », in DC 2014, pp. 5 ss.

ZUFFEREY J.-B./GEHRING C./MAILLARD C./AYER A./REVAZ B., « La propriété face à l'aménagement du territoire, à la police des constructions, à la protection de l'environnement et à l'expropriation - La jurisprudence du Tribunal fédéral rendue en 1999 », in JT 2000, pp. 646.

ZUFFEREY J.-B./ WALDMANN B., Revision Raumplanungsgesetz 2014 : Paradigmenwechsel oder alter Wein in neuen Schläuchen? Tagung vom 5. 13 September 2014/ Révision 2014 de la loi sur l'aménagement du territoire : Faire du neuf avec du vieux ? Journée du 5 septembre 2014, Zurich 2015.

ZUFFEREY R., « Coordination des procédures de décision et droit de l'environnement », in DEP 2001, pp. 218.

ZUMSTEIN B., Die Anwendung der ästhetischen Generalklauseln des kantonalen Baurechts, St Gall 2001.